

## IGC du Ministère chargé de l'agriculture

# Mode opératoire de validation par un AEL de demande de certificats faite par un Mandataire de Certification

Version et date du document : V 1.1-1 du 7 avril 2011
Diffusion du document : interne administration

## 1. Nomination du mandataire de certification par un AEL

Dans certaines circonstances, par exemple pour des raisons d'éloignement physique, d'urgence, ou toute autre raison résultant d'une nécessité de service, il peut être envisagé d'utiliser, pour la certification d'un demandeur de certificat, une procédure alternative faisant appel à un acteur intermédiaire, le mandataire de certification.

Le mandataire de certification intervient pour le compte d'une entité de type autorité administrative ou organisme partenaire et va réaliser le face à face avec les demandeurs de cette entité.

Les Mandataires de Certification sont nommés par les Autorités d'Enregistrements Locales sur désignation d'un représentant légal de l'entité à laquelle appartient le mandataire.

Le représentant légal désigne le mandataire à l'aide du « *formulaire de désignation d'un mandataire* », le *formulaire signé est remis par le mandataire à l'AEL lors d'un face à face*.

Lors de ce face à face, l'AEL nomme le mandataire et signe le « *formulaire de désignation d'un mandataire* » après avoir vérifié les pièces suivantes :

- le « *formulaire de désignation d'un mandataire* » renseigné et signé par le représentant légal et le mandataire
- Une pièce d'identité en cours de validité :
  - Pour les ressortissants français, une carte nationale d'identité française ou un passeport.
  - Pour les ressortissants de l'Union Européenne, un passeport ou un titre équivalent à la carte nationale d'identité française issu du pays d'origine du ressortissant (ex : *Documento Nacional de Identidad* en Espagne, *Personalausweis* en Allemagne).
  - Pour les ressortissants étrangers, un titre de séjour.
- Une photocopie de cette pièce recto/verso.
- La fiche issue de l'application RH de l'utilisateur qui doit notamment lister : le nom, le prénom, N°RH de l'utilisateur.

Le mandataire doit être révoqué lorsqu'il quitte son entité ou bien il peut être révoqué à la demande du représentant légal de l'entité concernée ou d'un AEL. Cette révocation est réalisée par écrit avec le « *formulaire de révocation d'un mandataire* ».

L'AEL a en charge d'archiver les nominations et révocations des Mandataire de Certification qui dépendent de sa fonction.

## 2. Validation de l'identité du demandeur de certificat par le Mandataire de Certification

Il est rappelé que le Mandataire de Certification doit lors de cette phase rencontrer chaque demandeur de certificat en face à face (présence physique du Mandataire de Certification et du demandeur de certificat obligatoire) : cette obligation ne souffre aucune exception et le Mandataire de Certification qui ne s'y conformerait pas engagerait sa responsabilité.

Lors de cette phase, le Mandataire de Certification commence par s'assurer de l'identité du demandeur de certificat qui dans ce but doit produire :

- Une pièce d'identité de l'utilisateur en cours de validité :
  - Pour les ressortissants français, une carte nationale d'identité française ou un passeport.
  - Pour les ressortissants de l'Union Européenne, un passeport ou un titre équivalent à la carte nationale d'identité française issu du pays d'origine du ressortissant (ex : *Documento Nacional de Identidad* en Espagne, *Personalausweis* en Allemagne).
  - Pour les ressortissants étrangers, un titre de séjour.
- Une photocopie de cette pièce recto/verso.
- La fiche issue de l'application RH de l'utilisateur qui doit notamment lister : le nom, le prénom, N°RH de l'utilisateur.

## 3. Vérification des pièces et validation de la demande par l'AEL

Une fois le face-à-face effectué par le Mandataire de Certification, celui ci transmet sous pli cacheté le dossier à l'AEL dont il dépend en main propre ou bien par courrier.

L'Opérateur d'AEL vérifie qu'il est en possession de l'ensemble des pièces justificatives du dossier de demande de certificats.

Si les pièces sont valides et cohérentes, l'Opérateur d'AEL se connecte à l'interface Web d'AE depuis son poste de travail et saisit la demande. Des éléments sont automatiquement récupérés de l'annuaire des utilisateurs.

Enfin l'Opérateur d'AEL valide la demande depuis l'interface Web d'AE .

## 4. Remise des certificats

Une fois que la demande est validée, les codes de retraits et de révocations sont affichés à l'écran.

L'AEL remet au Mandataire de Certification, sous plis cacheté, en main propre ou par courrier, le « *Formulaire de remise des codes de certificats* » contenant les codes de retrait et de révocation des différents certificats de l'utilisateur et lui demande de signer l'attestation de validation d'une demande de certificats par un Mandataire de Certification. Le mandataire transmet ensuite ce pli cacheté à l'utilisateur en main propre.

## 5. Conservation du dossier par l'AEL

L'Opérateur d'AEL conserve les pièces du dossier sous sa responsabilité, stockées de manière sécurisée (il s'agit au minimum d'une armoire fermant à clé dans un endroit non fréquenté par le public).